

# Engie vend sa participation dans Suez à Veolia

**INFO LE FIGARO** - Réuni lundi soir, le conseil d'administration d'Engie a voté en faveur de l'offre d'achat par Veolia de 29,9% de ses 32% du groupe Suez.

Par **Bertille Bayart, Emmanuel Egloff et Guillaume Guichard**

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 27 min



Le directeur général du groupe Suez, Bertrand Camus, posant lors d'une séance photo (à gauche), et le directeur de Veolia Environnement, Antoine Frérot. *JOEL SAGET / AFP*

Réuni lundi soir, le conseil d'administration d'Engie a voté en faveur de l'offre d'achat par Veolia de 29,9% de ses 32% du groupe Suez. Une opération à 3,4 milliards d'euros, qui symbolise le recentrage stratégique d'Engie. Fait rarissime dans les annales d'Engie et de l'État actionnaire : le groupe, à 23% public, a pris cette décision majeure contre l'avis des administrateurs représentant l'État.

Ce vote est intervenu au terme de plus d'un mois de tensions, depuis la révélation de son projet par Veolia. Alors que le ministre de l'Économie Bruno Le Maire avait encore appelé dimanche à négocier un accord entre Suez et Veolia, aucune discussion n'a réellement eu lieu dans la journée. Le rendez-vous pris à 9h30 ne s'est pas tenu. Quelques heures plus tard, le chevalier blanc sur lequel Suez fondait beaucoup d'espoirs, le fonds d'investissement Ardian, a expliqué qu'il ne déposerait pas d'offre concurrente de celle de Veolia. Le conseil d'administration de Suez, réuni pour la troisième fois en vingt-quatre heures, a réaffirmé sa position : pour lui, le projet de Veolia est hostile. Dans ces conditions, l'État qui se refusait à cautionner une opération qui ne serait pas amicale, a voté contre la vente.

Le conseil de Suez a aussi prévenu qu'il entendait «*mettre en oeuvre tous les moyens à sa disposition pour éviter une prise de contrôle rampante ou un contrôle de fait*». Il est possible que les mois à venir donnent lieu à une guerilla entre Suez et son nouvel actionnaire à 29,9%. À moins que la nouvelle donne n'amène Suez à discuter, notamment concernant la création d'une entité, promise par Veolia au fonds Meridiam, qui regrouperait des actifs dans l'eau, en particulier en France. Veolia réunissait lundi soir son propre conseil pour évaluer ses options et envisager les prochaines étapes de son opération, compliquées par la sanctuarisation par Suez de son activité eau France au sein d'une fondation néerlandaise.